

des puissances militaires. Il faudrait pouvoir convaincre les dirigeants de ces pays de porter moins d'attention au développement des moyens de destruction, et de s'appliquer davantage à trouver des moyens permettant à tous les gens qui sont sous leur coupe de vivre et de s'épanouir.

On dit que les deux tiers de la population souffrent de la faim, manquent du strict nécessaire. Au lieu d'utiliser tant d'argent, au lieu de faire travailler les gens et de les taxer pour fabriquer des armements nucléaires, on devrait plutôt augmenter les subventions au développement des ressources naturelles et les mettre à la disposition de tous ceux qui réclament le droit de vivre.

En terminant, je rappellerai ce qui a été publié dans un bulletin que les catholiques trouvent tous les dimanches à l'église. En effet, le «Prie en l'Église» de 1968 rapportait, et je cite:

Nous dépensons 6 milliards de dollars par année pour des travaux de développement, et c'est de mauvaise grâce. Nous consacrons 150 milliards de dollars par année aux armements et nous trouvons ça normal, dit Barbara Ward, au sujet des dépenses en 1967. Elles ont augmenté depuis.

Ces chiffres astronomiques étourdissent. Simplifions-les: ils signifient 25 fois plus pour l'armement que pour le développement, Et 411 millions de dollars d'armes fabriquées en un seul jour, sur la planète.

Et ceci se répète tous les jours.

A Bombay, en 1964, et dans l'encyclique sur le Développement des peuples, Paul VI a dénoncé ce «scandale intolérable» et demandé la constitution d'un Fonds mondial qui serait alimenté par une partie des dépenses militaires. Et la course a continué.

Monsieur l'Orateur, on devrait porter beaucoup plus d'attention au développement. Il faut favoriser l'épanouissement de la vie, au lieu de développer des moyens de destruction. Tant que les hommes n'auront pas décidé de s'amender, tant qu'ils n'auront pas décidé de moins s'armer pour se détruire, ou pour prévenir l'agression, il faudra être sur nos gardes.

● (2.30 p.m.)

[Traduction]

L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Centre): Monsieur l'Orateur, pour la première fois depuis un an, nous avons l'occasion de discuter des questions de défense à la Chambre des communes. Ce débat est particulièrement opportun vu les incidents des quelques derniers jours et les manchettes des journaux d'aujourd'hui.

Le député de York-Simcoe (M. Roberts) s'est plaint de ce que le premier orateur à prendre la parole au nom de notre parti, le député de Dartmouth-Halifax East (M. Forrestall), n'ait pas présenté de Livre blanc pour guider le gouvernement. C'est en attendre beaucoup d'un député, à mon avis, que de lui demander de faire un tel travail en une demi-heure quand le gouvernement a mis plus de deux ans à le produire, et il n'est pas parvenu à le déposer jusqu'ici. Je n'exposerai pas encore une fois, étant donné que je l'ai fait plusieurs fois au cours des dernières années, mes propres vues sur ce qui pourrait être la politique générale du gouvernement dans ce domaine. Dans les quelques minutes dont je dispose, je veux plutôt traiter de deux ou trois questions précises, ce qui prendra presque tout mon temps.

[M. Laprise.]

Je voudrais dire d'abord que le voyage actuel du premier ministre (M. Trudeau) en Russie, les déclarations qu'il a faites et le protocole de consultations signé à Moscou il y a deux jours ont une grande portée sur la discussion de la politique de défense du Canada. Le préambule de cet accord qui figure en appendice au harsard d'hier, est formulé de façon à enlever tous les suffrages. Les efforts tendant au maintien de la paix, à l'amélioration des relations dans les domaines de l'économie, du commerce extérieur, de la science, de la technique, de la culture, du développement du Nord et de la protection de l'environnement dans les régions arctiques et subarctiques ne peuvent que rallier l'unanimité. Tout le monde sera d'accord là-dessus. Toutefois, quand on vient à la forme du protocole lui-même, on se pose d'importantes questions. On se demande quelle sera la conséquence de certaines conditions. Je pense en particulier à la condition n° 3 qui est la suivante:

Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ci-dessus ne modifient pas les obligations antérieures des parties à l'égard de tiers États et ne sont dirigées contre aucun d'eux.

On se demande s'il s'agit, dans ce paragraphe, d'initiatives qui pourraient être dirigées contre l'OTAN. Il se pourrait qu'il s'agisse d'initiatives de l'URSS contre la Chine. Je l'ignore. C'est difficile à déterminer. Je crois qu'il faudrait donner des éclaircissements là-dessus.

D'une façon générale, cependant, voici ce que je dirais: Le rapprochement actuel avec la Russie, lorsqu'on envisage ses répercussions éventuelles sur les dispositifs de défense et la sécurité nationale du Canada, pourrait avoir une portée considérable. De nobles déclarations comme celles que contient le préambule du protocole de consultations sont bien belles et je suppose qu'elles impressionnent favorablement presque tout le monde. Cependant, à mon avis, il ne faut pas perdre de vue les faits fondamentaux de la situation mondiale. La question se pose immédiatement: quelles sont ces considérations mondiales fondamentales, surtout en ce qui concerne notre défense et notre sécurité?

Je soutiens, monsieur l'Orateur, que la première et la plus importante de ces considérations est que la seule véritable menace à la sécurité canadienne et à celle de tous les pays du monde occidental provient actuellement de l'Union soviétique. C'est la seule véritable menace à notre indépendance, à notre sécurité et ainsi de suite. La Chine pourra devenir menaçante plus tard, mais elle ne l'est pas trop en ce moment. Comme la puissance nucléaire et les forces armées considérables de l'Union soviétique constituent la seule véritable menace à la sécurité du monde occidental, force est de conclure que l'alliance de l'OTAN dans le monde occidental, qui a été le principal moyen de dissuasion devant l'agressivité manifestée par l'Union soviétique, doit demeurer forte. Toute initiative—et c'en est peut-être une—qui affaiblira cette alliance va directement à l'encontre des intérêts de notre pays et du monde occidental en général.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Harkness: Je n'estime pas que les intentions de l'Union soviétique aient changé. Ses intentions